

# journalistes



Privée de locaux, Radio Caraïbes a été contrainte d'émettre depuis les rues de Port-au-Prince. (Photo AFP / Nicholas Kamm)

## Le dossier

### Reconstruire les médias dévastés en Haïti

Manquant de tout avant le séisme, la presse haïtienne doit aussi être rebâtie, plus solidement.

**A**vant le tremblement de terre qui a réduit la capitale d'Haïti, Port-au-Prince, et quelques villes de province en amas de gravats le 12 janvier 2010, les médias haïtiens vivaient déjà sous le signe de la précarité. Le champ médiatique haïtien était saturé par l'actualité chaude et la politique port-au-princienne. Sur les écrans de télévision, surtout présents dans la capitale, la programmation de productions locales, rares et de qualité inégale, faisait place à la diffusion

de productions étrangères piratées dans lesquelles les Haïtiens ne se reconnaissaient pas. Aujourd'hui, après la catastrophe, le cercle s'est parfois fait plus vicieux : à défaut de pouvoir les produire, les rares images diffusées par la télévision nationale d'Haïti sont fabriquées par des médias étrangers. Les Haïtiens y apparaissent tels des pilleurs, des victimes impuissantes, des émeutiers, parfois de véritables « bêtes ». Cela occulte une part importante de la réalité, celle d'une solidarité inouïe et de la mobilisation de la société civile haïtienne ; celle du calme et du courage d'une majorité de la population.

Dossier pages 4 et 5

Maude Malengrez

## Invitation

### Assemblées générales le 27 février

L'AJP invite cordialement tous ses membres en ordre de cotisation aux assemblées générales de l'AJP et de l'AGJPB, le samedi 27 février à 10h30 au Centre de Presse du Résidence Palace à Bruxelles.

#### Ordre du jour de l'AG de l'Association des journalistes professionnels (AJP)

1. Rapport d'activités du Conseil de direction
2. Elections :
  - ▶ d'un/e représentant/e des journalistes de l'audio-visuel privé
  - ▶ d'un/e représentant/e des journalistes des hebdomadaires (l'appel à candidatures pour ces mandats a été publié dans le numéro de janvier)
3. Rapport financier : comptes 2009, budget 2010 - Décharge aux membres du Conseil
4. Divers

#### Ordre du jour de l'AG de l'Association générale des journalistes professionnels de Belgique (AGJPB)

1. Rapport d'activités du Conseil de direction
2. Finances : comptes 2009, budget 2010 - Décharge aux membres du Conseil.
3. Divers

Les membres effectifs (professionnels et stagiaires) disposent du droit de vote aux AG. Ils peuvent donner procuration à un autre membre effectif. Un modèle de

procuracion se trouve sur notre site. Un membre ne peut être porteur de plus de cinq procurations.

Les membres honoraires et les membres étudiants sont les bienvenus à nos AG ; ils ne disposent pas du droit de vote.

Cette année, un spectacle de Bert Kruismans (*photo*) clôturera ces deux AG. Ce chroniqueur radio, télé et humoriste, bien connu en Flandre, est parti l'an passé à la conquête du public francophone avec son spectacle « La Flandre pour les nuls ». Pour le 27 février, il nous concocte un spectacle sur mesure et bilingue, *alstublieft*.



**Infos et modèle de procuracion : [www.ajp.be](http://www.ajp.be)  
Adresse du jour : rue de la Loi 155 à 1040 Bruxelles (gare et métro Schuman).**

## Sommaire

### RTBF.be

Le service public, une concurrence déloyale ? 2

### Etats généraux des médias

Le tout premier pas 3

### La Cité

Vie et mort d'un journal progressiste 6

### Opinion

Où sont les journalistes spécialisés ? 7

### Témoignage

Mission impossible au Moyen-Orient 8

# La presse haïtienne avant et après

Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti a aussi anéanti les médias locaux. Ils étaient pléthoriques et concentrés à Port-au-Prince. Précaires et politisés, ils pouvaient détruire certains sans rendre de compte à personne, alors que les journalistes couraient de sérieux risques s'ils investiguaient sur des dossiers sensibles.

Suite de la Une

Cependant à la veille du 12 janvier, les médias haïtiens ne se faisaient pas particulièrement le relais des initiatives positives qui existaient dans le pays, ni d'une analyse en profondeur des problèmes que connaissait la société. Les questions agricoles, paysannes et de réforme agraire étaient peu visibles dans les médias, tandis que d'autres auraient mérité un traitement plus sensible et en profondeur, tels que les thèmes sociaux, les relations avec le voisin dominicain, l'accès à la santé, le travail décent.

Des structures associatives d'information alternative réalisaient un travail intéressant en lien avec les associations de la société civile sur des thèmes peu traités dans la presse. Mais leur impact sur les médias traditionnels, s'il existait, n'était pas très important.

L'information produite dans les provinces était réduite et peu diffusée. Les secteurs les plus défavorisés de la population, les paysans, les urbains pauvres, les femmes, avaient très peu accès aux médias. L'existence d'une relation de confiance entre les journalistes et la population devenait de plus en plus problématique, cette dernière considérant les médias comme coresponsables de l'inertie ou de la dégradation perçue de la situation. Les médias haïtiens dans leur ensemble affrontaient des difficultés économiques, pour certains très importantes. Les coûts énergétiques sont élevés en Haïti. L'électricité publique était déficiente et les médias devaient investir beaucoup d'argent en batteries, génératrices et en fuel. Le matériel se dégradait rapidement et les coûts d'accès à

internet étaient eux aussi très élevés. Le marché publicitaire était particulièrement restreint alors que le nombre de médias, surtout des radios, avait explosé ces dernières années. On comptait à la veille du 12 janvier près de 290 radios dans le pays (dont 56 à Port-au-Prince), une cinquantaine de télévisions (dont 22 dans la capitale), deux quotidiens qui paraissaient régulièrement, quelques périodiques.

Deux réseaux de radios communautaires existaient et collaboraient difficilement. Très prisés dans les campagnes, ces médias étaient peu présents dans les villes. Les radios, pour la plupart, ne faisaient que diffuser de la musique et étaient créées à des fins politiques. Le régulateur, le Conseil national des télécommunications, distribuait les fréquences sans trop de rigueur sur l'analyse du contenu des cahiers des charges à présenter. La radio et la télévision nationale avaient entamé un processus complexe de transition d'une tradition de médias d'État vers celle de médias de service public. Elles étaient généralement un lieu de tension qui reflétait l'état politique du pays.

## Des précarités cumulées

L'investigation était peu pratiquée par la presse à la veille du séisme, faute de volonté, de moyens et certainement par crainte de représailles sur des sujets trop sensibles comme le trafic de drogue. Le respect des principes d'éthique et de déontologie faisait souvent défaut et le statut économique des journalistes était précaire (en moyenne 100 à 150 dollars US le mois). Pour la plupart très jeunes et très peu formés, ces journalistes sont peu souvent entrés dans le métier par vocation. Au niveau académique, il n'existait pas de licence en journalisme dans l'enseignement public. Quelques écoles privées dispensaient des cours de



journalisme mais elles souffraient d'un manque de crédibilité, tandis que les nombreuses formations organisées avec l'appui de l'étranger à destination des journalistes haïtiens, sauf quelques expériences de coaching en rédaction, n'ont pas eu l'impact escompté. Les journalistes expérimentés qui pouvaient encadrer les jeunes dans les « salles de nouvelles » étaient rares, quittant le métier pour une situation économique moins défavorable ailleurs, dans un autre secteur ou un autre pays. Les journalistes disposaient de peu de moyens (matériel, de transport) pour réaliser leur travail. Ces précarités cumulées contribuaient à rendre leur « monnayage » fréquent et l'information peu crédible.

Il n'existait pas de syndicat qui représente une fraction importante des journalistes, ni de convention collective qui régissait le secteur entre journalistes et patrons de médias. Leurs associations sont historiquement divisées mais on assistait depuis peu à des tentatives de rapprochement et à l'organisation d'événements en commun.



Les journalistes de Radio Caraïbes émettent depuis la rue, à proximité de leur bâtiment dévasté à Port-au-Prince. Leur générateur électrique permet aussi à la population de charger les téléphones portables. (Photo AFP / Nicholas Kamm)

## Reconstruire

Une coordination des acteurs d'appui à la production d'une information humanitaire en Haïti s'est formée quelques jours après le séisme, dont Internews, l'organisation américaine de soutien aux médias, a pris la tête. Selon de nombreux observateurs du soutien aux médias lors de catastrophes naturelles ou de conflits, c'est un grand pas réalisé par rapport à l'action d'urgence dans le domaine. Des programmes d'informations utiles à la population sont réalisés en collaboration avec des journalistes haïtiens et des récepteurs sont distribués à la population. On peut cependant sentir dans ces moments pénibles l'intention voilée de certaines organisations de prendre le contrôle des opérations et/ou d'y voir en premier plan

# ès le séisme



La presse internationale dans les décombres de Port-au-Prince.

(Photo AFP / Fred Dufour)

Journaliste professionnelle belge, Maude Malengrez a travaillé cinq années pour l'agence de presse InfoSud (membre de Syfia International) à Bruxelles après avoir été employée à la revue *Demain le monde* (CNCD). Début 2009, elle s'est installée en Haïti afin de travailler au sein de l'agence de presse haïtienne AlterPresse. Après avoir réalisé plusieurs travaux d'étude sur les médias en Haïti, elle a entamé début 2010 la coordination d'un programme d'appui aux médias au sein de la Fondation Connaissance et liberté (Fokal) à Port-au-Prince.



## La solidarité en action

Reporters sans frontières et le groupe canadien Quebecor ont rapidement mis en place un centre opérationnel d'urgence pour les journalistes haïtiens, afin de leur fournir les moyens de travailler : ordinateurs, téléphones satellitaires, accès à internet. Le centre facilite le contact entre représentants des rédactions et offre aux autorités politiques et aux organisations non gouvernementales un cadre de communication avec les médias haïtiens. Il vise également à constituer un point d'ancrage à l'attention de la presse internationale pour mieux comprendre la réalité du pays. A terme, le centre opérationnel pourrait devenir un lieu autonome de production et de diffusion de l'information.

L'Amarc a lancé un appel à la solidarité auprès de tous ses membres et évalue actuellement les dégâts dans les zones affectées à travers le pays. De son côté, la Fédération internationale des journalistes (FIJ) fait un appel aux dons financiers pour l'achat de matériel (n° de compte : BE64 2100 7857 0052). Par ailleurs, elle examine avec les mouvements syndicaux comment mettre en place une structure associative et syndicale pour les journalistes.

D'autres organisations comme l'International media support (IMS), la BBC World service, la Reuters Thomson foundation ou Global Voices (médias citoyens) sont actuellement actives à divers niveaux en Haïti.

Comme l'a souligné le directeur de l'International Media support, les efforts de coordination sont essentiels : lors d'autres crises, il est apparu que 60 % des fonds pour les médias ont été dépensés en projets qui se doublonnaient...

M. M.

Sites internet :

- ▶ FIJ : [www.ifj.org](http://www.ifj.org)
- ▶ RSF : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)
- ▶ Amarc : [www.amarc.org](http://www.amarc.org)

L'Association des journalistes haïtiens (AJH), reconnue par la constitution, était assez faible.

### Internet et la rue

Aujourd'hui, les quotidiens *Le Matin* et *Le Nouvelliste* diffusent plusieurs fois par jour des nouvelles et reportages sur la situation, via leurs sites internet. Une grande partie des systèmes de télécommunications a subi des dommages très importants ou ils ont tout simplement été détruits.

Les radios Signal FM, Métropole, Solidarité, Mélodie FM, Kiskeya, Caraïbes FM, Vision 2000, Lumière, RFM, Scoop FM dans la capitale, qui ont été relativement épargnées par le séisme, ont pour la plupart installé leurs studios dans la rue, craignant que leurs bâtiments fissurés ne s'écroulent lors d'une énième secousse. Certaines ne diffusent que via internet, ce qui restreint la diffusion à la population haïtienne en ces temps de crise. Les problèmes énergétiques que connaissent

les radios auparavant sont décuplés par la rareté des ressources et le matériel endommagé. Les agences de presse AlterPresse et Haïti Press Network continuent le travail, quand bien même la première a vu ses locaux et son matériel entièrement détruits. A l'heure actuelle, plusieurs enquêtes sur l'état des médias dans la capitale et en province sont en cours de réalisation, sans qu'une cartographie exacte des dégâts et des besoins n'ait à ce jour été rendue officielle.

Concernant les radios communautaires, les bureaux de la Société d'animation et de communication sociale (Saks) et du Réseau des femmes journalistes des radios communautaires (Refraka) ont été entièrement détruits. Selon l'Amarc, l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires, douze de ses membres ont été affectés par le séisme.

Maude Malengrez

## autrement

l'ouverture d'un nouveau programme pour leur institution. Il faudra être vigilant à l'avenir : trop souvent lors de crises, la presse locale indépendante est déforcée par des projets soutenus de l'étranger qui engagent les meilleurs journalistes à leur service.

Le contexte des médias haïtiens tels qu'ils existaient est à prendre en compte dès à présent afin de les soutenir au mieux dans leur travail actuel et à venir. Il y a dans ce pays des journalistes remarquables qui malgré toutes les difficultés du monde ont persévéré dans la pratique de leur métier. Il est aujourd'hui essentiel de leur donner les moyens nécessaires pour réaliser un travail d'information et d'investigation sur l'aide humanitaire et sur la reconstruction sans entamer leur autonomie et leur

indépendance. Certains acteurs de l'humanitaire et de la reconstruction veulent et voudront encore faire la publicité de leurs efforts, si louables soient-ils, en s'attachant les services de la presse au-delà de la diffusion d'information. Pour éviter ces écueils, la solidarité des journalistes étrangers et de leurs associations peut jouer un rôle déterminant, particulièrement les voisins dominicains. C'est certainement le moment de décentraliser les médias, de renforcer les médias communautaires et les structures d'information alternatives, de même que les liens de collaboration entre médias et société civile, pour qu'ensemble ils puissent avoir un impact local et national. **M.M.**